

En 1945, à l'initiative des troupes d'occupation britanniques, dix-huit médecins de Hambourg, rattachés à l'hôpital pédiatrique de Rothenburgsort, sont déférés devant la justice criminelle allemande. Ces dix-huit médecins sont accusés d'avoir assassiné ou contribué à assassiner cinquante-six enfants considérés comme malades, entre 1939 et 1945, au moyen d'injections létales. En 1949, le *Landgericht* (« tribunal ») de Hambourg rend une ordonnance de non-lieu. Certes, « il est objectivement constaté¹ » qu'« au moins cinquante-six enfants ont été tués à l'hôpital pédiatrique de Rothenburgsort ». Certes, ces faits sont « contraires au droit ». Mais, argumentent les juges, « tous les accusés [...] nient leur culpabilité et [...] contestent avoir objectivement commis des actions contraires au droit. Ils expliquent avoir cru à la légalité de leurs actes »².

Les médecins, de fait, ont de bons arguments. Le directeur de l'hôpital, le Dr Wilhelm Bayer, a déjà signifié aux enquêteurs britanniques qu'il rejetait avec vigueur l'accusation de « crime contre l'humanité » : « Un tel crime ne peut être commis que contre des hommes, tandis que les êtres vivants que nous devons traiter ne peuvent être qualifiés d'« êtres humains »³. » Le Dr Bayer est de bonne foi et ne fait que répéter ce que, depuis des décennies, des médecins

1. Les traductions de l'allemand et de toute autre langue étrangère sont de l'auteur.

2. « *Eingeschläfert* », 1960, p. 33.

3. KLEE, 2003, p. 33, article « Bayer ».

et des juristes conseillent aux États modernes : il faut qu'ils se débarrassent des bouches inutiles, d'un poids qui entrave leurs performances économiques et militaires ; ces êtres à peine humains sont des éléments biologiques dégradés dont les tares et les pathologies se transmettent par la reproduction – la découverte des lois de l'hérédité est passée par là, mais aussi les grandes peurs de la « fin de siècle » puis des lendemains de la Grande Guerre. C'est en répondant à ces peurs et à ces injonctions que le pouvoir nazi promulgue, le 14 juillet 1933, une loi de « prévention de l'hérédité malade », qui rend obligatoire la stérilisation de sujets désignés par des « tribunaux de santé héréditaire », avant qu'un ordre écrit de Hitler ne vienne ordonner, en octobre 1939, leur assassinat.

Les juges de Hambourg, en 1949, n'y trouvent rien à redire. Quatre ans après la fin de la guerre, ils exonèrent leurs collègues médecins, dont ils valident tous les arguments, même les plus singuliers : « L'élimination des vies indignes d'être vécues apparaissait à l'Antiquité classique comme une évidence. On ne se risquera pas à prétendre que l'éthique d'un Platon ou d'un Sénèque, qui ont défendu ces vues, est moins élevée que celle du christianisme¹. » Les humanités, vieux souvenirs de lycée si souvent convoqués par les médecins pour légitimer ce qui peut sembler choquant, sont également le patrimoine des juristes. Médecins et juristes partagent la même culture et les mêmes vues : la « biologie » pour seule loi, avec la caution des Anciens, contre des normes ultérieures, hostiles à la vie.

Si Bayer est congédié de son poste de directeur de Rothenburgsort, il conserve son autorisation d'exercer la médecine – confirmée, en 1961, par la Chambre des médecins de Hambourg, qui s'était autosaisie à la suite d'articles parus dans l'hebdomadaire *Der Spiegel* en 1960. Quelques années plus tard, en 1964, Werner Catel, professeur de pédiatrie, donne une longue interview au même journal. Expert, au niveau du Reich, dans le cadre de l'opération T4

1. *Ibid.*

et, à ce titre, responsable du meurtre des enfants malades, il balaye tout reproche, persiste et signe, en proposant que des commissions mixtes, composées de médecins, de mères, de juristes et de théologiens, statuent sur l'élimination d'enfants incurablement malades – commissions qui rappellent étrangement les « tribunaux » institués par la loi de 1933. Au journaliste, qui lui rappelle que la peine de mort n'existe plus en RFA, Catel objecte :

Ne voyez-vous donc pas que les jurés, quand ils statuent, jugent toujours des hommes, même s'il s'agit de criminels ? Ici, il n'est pas question d'êtres humains, mais d'êtres qui ont simplement été procréés par des hommes mais qui, eux-mêmes, ne deviendront jamais des hommes dotés de raison ou d'une âme¹.

C'est par pure « humanité² » que le médecin et l'État doivent intervenir, afin d'éviter des souffrances inutiles aux malades, aux familles et à la communauté. Les médecins Bayer et Catel ne comprennent donc pas en quoi ils ont pu se rendre coupables de quoi que ce soit : la culture du temps, leurs humanités et l'État les conduisaient à agir comme ils l'ont fait. Après la guerre, leurs arguments ont encore assez de portée pour que des tribunaux y acquiescent et qu'un hebdomadaire de référence leur prête ses colonnes. Eux-mêmes s'y tiennent avec obstination. Sans doute faut-il revisiter sous ce jour la longue litanie des « *Nicht schuldig* » que l'on entend au début du premier procès de Nuremberg. À la cour, qui leur demande de se reconnaître « coupable » ou « non coupable », chacun des accusés répond par la négative. Cette longue séquence est connue, et provoque immanquablement, chez le spectateur d'aujourd'hui, l'indignation et la colère devant tant de cynisme. Le lecteur d'histoire, quant à lui, sera troublé par les déclarations d'un Eichmann qui, jusqu'au pied de la potence, conteste avoir jamais rien fait de mal. C'est le même homme qui, dans ses écrits personnels et ses confidences à ses proches, ne dit regretter

1. « Aus Menschlichkeit töten ? », 1964, p. 42.

2. *Ibid.*, p. 43.

qu'une chose – d'avoir contribué à tuer plus de cinq millions de personnes, et non pas onze ou douze, soit, selon les propres estimations du RSHA¹, la totalité de la population juive européenne².

Notre lecteur sera, enfin, médusé de découvrir la déclaration finale lue par Otto Ohlendorf lors de son procès à Nuremberg. Ohlendorf, docteur en économie, membre du NSDAP³ depuis 1925 et chef de l'*Einsatzgruppe D*, est responsable de l'assassinat de quatre-vingt-dix mille personnes en Ukraine et dans le Caucase. Lors de son procès, il ne nie rien, assume tout, coopère avec la cour et conclut les débats par une défense et illustration de son engagement nazi, seule réponse valable, selon lui, au désarroi de sa génération.

On pourrait ainsi multiplier les exemples. Les prévenus et accusés s'estiment *nicht schuldig*, non par cynisme ou par provocation, non par déni ou mensonge, mais parce qu'ils sont généralement convaincus d'avoir *bien* agi. Ohlendorf le clame dans un discours qui, il le sait, signe sa condamnation à mort. Eichmann le répète dans les derniers instants de sa vie. Quant aux médecins et aux juristes, ils en restent encore en 1949, 1961 ou 1964 à ce qu'ils ont lu, dit et écrit bien avant 1933. En d'autres mots, les actes commis font sens aux yeux des acteurs. La postérité, elle, ne peut pas ou ne veut pas voir ce sens. L'auteur et les lecteurs de ces lignes ont grandi dans un monde qui – pour parler de la France des années 1960 à nos jours – s'est choisi pour fondements l'universalisme et le libéralisme : universalité du genre humain, liberté politique sont les deux postulats dont, tant bien que mal, nous induisons notre droit, le fonctionnement de nos institutions et les principes de notre éducation scolaire et universitaire. Dans un tel contexte, les crimes nazis, dans leur intensité et leur extension, sont radicalement incompréhensibles : tant de violences, de radicalité et de déni d'humanité nous semble exorbitant.

1. *Reichssicherheitshauptamt* (office central de sécurité du Reich).

2. Cf. STANGNETH, 2011.

3. *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (parti national-socialiste des travailleurs allemands).

Dès qu'il est question du nazisme et de ses crimes, « on » – entendons la presse, les éditorialistes, les commentateurs, tous ceux qui donnent forme à l'expression publique – mobilise toute une série d'explications qui n'en sont pas. Les acteurs du crime nazi auraient été « fous », dit-on. Un passage en revue, du haut en bas de la hiérarchie, laisse le psychiatre presque totalement bredouille : s'il y eut des fous dans les rangs nazis, il n'y en eut guère plus que dans tout autre groupe humain, ce qui laisse la quasi-totalité de ceux qui dirent et firent le III^e Reich sous la juridiction de l'historien.

L'explication par la barbarie est plus séduisante, car dialectiquement redoutable : au cœur de l'Europe, en plein XX^e siècle, au moment où – des Lumières à Norbert Elias, ce discours s'enracine – l'Occident progresse vers une civilisation toujours meilleure, une terrible exception confirme la règle : l'Allemagne, pays le plus alphabétisé d'Europe, patrie des prix Nobel, commet des crimes épouvantables. Le paradoxe se dissipe un peu si l'on argue de l'exceptionnalité allemande : après tout, ces gens, restés dans leurs forêts à l'abri de l'Empire romain, ont toujours été singuliers. De manière plus savante, certains historiens ont avancé la thèse d'un *Sonderweg*, ou « voie particulière », tandis que d'autres, moins scrupuleux et plus sensationnalistes, traçaient une ligne droite entre Luther et Hitler.

La thèse de l'exceptionnalité allemande ne tient guère. En termes culturels, il suffit de constater que, parmi les idées nazies avancées par le NSDAP, seule une infime partie est d'origine « allemande » certifiée : ni le racisme, ni le colonialisme, ni l'antisémitisme, ni le darwinisme social ou l'eugénisme ne sont nés entre Rhin et Memel. En termes pratiques, on sait que la Shoah eût été considérablement moins meurtrière sans le concours empressé de policiers et gendarmes français et hongrois – qui ne savaient peut-être pas toujours où allaient les convois, mais qui, d'une manière ou d'une autre, étaient ô combien heureux de se débarrasser des Juifs –, sans nombre de nationalistes baltes, de volontaires ukrainiens, d'antisémites polonais, de hauts fonctionnaires

et d'hommes politiques confits en collaboration, etc. Des représentants de toutes ces nations et de toutes ces catégories ont brutalisé, arrêté et tué bien plus de Juifs que Martin Luther ou Friedrich Nietzsche.

Une fois ces pseudo-explications évacuées, l'historien et le lecteur d'histoire restent perplexes, voire désespérés. La proximité entre Weimar et Buchenwald a été maintes fois relevée, et elle a donné lieu à de multiples et vertigineuses réflexions sur l'humanité et son autre, sur la dialectique entre culture et barbarie ou, le plus souvent, sur la radicale impossibilité à dire ou statuer quoi que ce soit sur ces questions. La simple idée que les horreurs écrites, proférées ou commises par les nazis soient le fait d'êtres humains reste difficile à envisager – et c'est heureux. Fous, barbares ou, pour les amateurs de théologie ou d'occultisme, incarnation d'un supposé « mal » radical, les acteurs du crime sont immanquablement rejetés hors de l'humanité commune. La réception, en Allemagne comme en France, de films comme *La Chute* (2004) participe de ce phénomène de circonscription et de rejet : il a semblé indécent, voire intolérable, de montrer Hitler en train de manger des gâteaux, parler avec aménité à sa secrétaire et jouer avec son chien. Le monstre absolu revêtait ainsi des traits humains, trop humains, ce qui apparaissait bien dangereux, en termes pédagogiques notamment. Or, si l'histoire peut et doit servir de ce point de vue – il s'agit là d'un autre débat –, elle est desservie par la déshumanisation des acteurs du crime nazi : en faisant d'eux des étrangers à notre commune humanité, nous nous exonérons de toute réflexion sur l'homme, l'Europe, la modernité, l'Occident, en somme, sur tous ces lieux que les criminels nazis habitent, dont ils participent et que nous avons en commun avec eux. C'est commode et confortable, convenons-en : l'idée selon laquelle nous puissions partager quelque chose avec les auteurs de thèses et de crimes aussi monstrueux nous répugne. Il n'est toutefois pas certain qu'en éludant ainsi certaines questions qui touchent à notre temps et à notre lieu nous servions la cause de l'intelligence historienne ou de l'intelligence tout court.

Outre qu'ils furent des Européens du XX^e siècle, il nous faut affronter le fait que les nazis furent des hommes, tout simplement. Des hommes qui ont grandi et vécu dans des contextes particuliers – et c'est une des tâches de l'historien que d'éclairer ces contextes –, mais qui partagent aussi avec d'autres et avec nous le fait qu'ils ont évolué dans un univers de sens et de valeurs. Pour le dire de manière plus ramassée, il est douteux qu'un Franz Stangl, à Treblinka, un Rudolf Hoess, à Birkenau ou qu'un Karl Jäger, commandant de l'*Einsatzkommando* 3 de l'*Einsatzgruppe* A, se soient levés chaque matin en se réjouissant d'avance de toutes les abominations qu'ils allaient commettre. Ces gens, qui n'étaient pas fous, ne considéraient pas leurs actes comme des crimes, mais comme une tâche (*Aufgabe*), une tâche certes pénible, mais nécessaire.

De ce point de vue, les sources concordent : correspondances privées, journaux intimes, mémoires, mais aussi discours, comme celui que tient Heinrich Himmler à Posen (Poznań), en octobre 1943, devant ses officiers supérieurs et généraux, en témoignent. Si le travail quotidien n'a rien de glorieux ou de plaisant, s'il peut heurter, Himmler lui-même en convient, les consciences, s'il est éprouvant, il prend place et sens dans un dessein d'ensemble qui, lui, est « historique » et « glorieux ». L'acte revêt donc sens et valeur : commis par des hommes, il quitte la juridiction des psychiatres ou des zoologues pour – enfin – vraiment rentrer dans celle des historiens. Commis par des hommes, il s'inscrit dans un récit et dans un projet, il répond à des angoisses et à des espoirs. Écrire cela du crime nazi et de ses acteurs peut surprendre ou choquer. De fait, les historiens s'en sont généralement bien gardés, par répugnance personnelle, mais aussi parce que toute démarche compréhensive est, dans le cas du nazisme, exclue : le vieil adage selon lequel (tenter de) comprendre revient déjà à excuser fait ici office de *non plus ultra*.

Quand il étudie les policiers de réserve du 101^e bataillon, Christopher Browning ne s'attarde guère sur le sens des actes aux yeux des acteurs et conçoit l'« idéologie » en termes de

vaine « inculcation », voire de « lavage de cerveau »¹ imposé et inefficace, et non en termes de participation à un projet ou d'adhésion, fût-elle partielle, à des éléments que le discours nazi emprunte à d'autres imaginaires, époques ou rhétoriques. Quant aux historiens allemands qui, après 1990, se penchent sur les archives allemandes découvertes à l'Est après la fin de l'ère soviétique, ils refroidissent l'objet nazi et le mettent à distance en se penchant avec prédilection sur les procédures administratives, les rapports entre institutions, les chaînes de commandement, les logiques de la *praxis* gestionnaire et génocidaire.

Sans doute parvient-on ainsi à se protéger de l'objet et de son écho, à désamorcer le choc, l'émotion et la douleur pour faire œuvre d'historien, établir les données, reconstituer les contextes, suivre les bourreaux – bref, pour « documenter » (*dokumentieren*) le crime, œuvre toujours utile, car quelques négationnistes se tiennent en embuscade. Sans doute aussi a-t-on fait l'économie du sens, car l'univers mental nazi demeure au fond mal connu. Certes, les grands principes de la « vision du monde » nazie sont connus – même si leur exposé n'est pas toujours, dans les manuels, exempt d'erreurs. Certes, aussi, de grands historiens se sont intéressés à la genèse de ces idées, à leur formulation, à leur appropriation et à leur diffusion. En passant, également, les biographies de quelques acteurs de premier ou de second plan font référence à des discours et à des écrits, et avancent des citations pour étayer leur propos.

Il reste que, à notre connaissance, personne n'a jamais tenté de cartographier ce que l'on pourrait appeler l'univers mental dans lequel les crimes du nazisme prennent place et sens. Reconnaissons que les historiens ont, outre tout ce qui a déjà été dit plus haut, toutes les raisons de ne pas s'y risquer : à quoi bon user ses yeux à lire cette littérature, souvent imprimée sur du méchant papier – et en caractères gothiques ? Le SA au front bas et au cheveu ras est rarement un philosophe majeur ; quant aux intellectuels – car il y en

1. BROWNING [1992], 2007, p. 260.

eut beaucoup –, ce qu'ils ont pu dire serait à la fois cynique et cosmétique, l'insupportable supplément d'âme que des monstres apportèrent à tout ce qui compte, *in fine*, aux yeux de l'historien : les pratiques.

Il existe ainsi un continent de littérature rendue grise par le désintérêt des uns et des autres : des uns – les philosophes, les historiens des idées –, car les nazis sont trop bêtes pour que l'on perde du temps à les lire ; des autres – les historiens –, car il faut avant tout se pencher sur les dynamiques et les pratiques sociales. On aurait pourtant tort d'affirmer que personne ne s'intéresse à cette littérature : le continent est exploré, régionalement, par des spécialistes de telle ou telle discipline. Les juristes, notamment, ont, depuis des décennies, travaillé à l'histoire sociale et intellectuelle de leur corporation sous le nazisme, et les textes théoriques, comme les applications jurisprudentielles, ont fait l'objet de nombreux travaux.

Les historiens, quant à eux, se montrent prudents, même si certains d'entre eux, minoritaires dans le champ immense des études portant sur le III^e Reich, développent une approche culturaliste du nazisme, sans toutefois ouvertement assumer une visée compréhensive. Le développement de ces travaux est postérieur à 1995. On peut y voir deux raisons. La première tient à la masse de documents nazis retrouvés dans l'ancien bloc soviétique. Cette connaissance renouvelée des crimes, mais aussi des projets nazis à l'Est a conduit bien des historiens à vouloir redécouvrir ce qui a pu motiver cette gigantesque entreprise de conquête, de colonisation et d'éradication en même temps que de reconstruction biologique. L'autre raison tient sans doute à l'écho qu'a reçu, entre 1995 et 2000, en Allemagne, l'exposition itinérante *Verbrechen der Wehrmacht* (« les crimes de la *Wehrmacht* »), elle-même concomitante de la parution, et du succès médiatique et éditorial, d'un livre qui faisait du crime nazi la conséquence nécessaire d'une histoire allemande essentialisée, dont un antisémitisme radical et messianique aurait été, depuis le XVI^e siècle au moins, la seule grammaire. Ce livre venait répondre avec netteté aux questions violemment posées

par l'exposition : les panneaux, composés de photographies prises par des hommes de la troupe, montraient des soldats ordinaires assistant ou participant à des massacres, voire à des opérations génocidaires.

L'effet de ces photographies et des faits qu'elles révélaient – par ailleurs bien connus, et depuis longtemps, par les historiens – fut douloureux. Comment, encore une fois, des Allemands ordinaires pouvaient-ils se retrouver sur ces photographies ? Posées ainsi par les spectateurs et les médias, ces questions ont affligé les historiens qui, depuis longtemps, avaient contesté le discours opposant les chevaliers blancs de la *Wehrmacht* aux meurtriers fanatiques de la SS¹ ; par ailleurs, les historiens eurent beau questionner les sources (où ces photographies ont-elles été prises et quand ?) et tenter des mises en contexte (les opérations de massacre étaient présentées, de manière convaincante pour la troupe, comme des opérations de maintien de l'ordre et de sécurisation à l'arrière des lignes, ce qui les rendait légitimes aux yeux des soldats), rien n'y fit : tandis que l'extrême droite défilait pour défendre l'honneur du fantassin allemand ainsi offensé, le balancier alla très loin, chez les esprits les plus affectés et les plus sincères, en sens inverse. Si tous les Allemands, ou peu s'en faut, avaient été des monstres, c'est bien parce que, de tout temps, ils avaient désiré tuer les Juifs et asservir l'Europe.

Pour affronter les généralisations et l'essentialisation ainsi à l'œuvre, les historiens se remirent au travail. Les projets, les contextes et les peurs sont de mieux en mieux connus, de même que l'univers mental des acteurs. Après la superbe étude consacrée par Omer Bartov à l'armée allemande à l'Est, et dans son sillage, les monographies se sont multipliées, pendant qu'arrivaient à terme les travaux de Christian Gerlach² sur la Biélorussie, de Dieter Pohl³ sur la Galicie et de Christoph Dieckmann sur la Lituanie⁴.

1. *Schutzstaffel* (escadron de protection).

2. GERLACH, 1999.

3. POHL, 1997.

4. DIECKMANN, 2011.

Parallèlement, un groupe d'historiens a développé une étude au long cours sur les motivations idéologiques des conquérants et colonisateurs à l'Est. Autour d'un centre d'études en histoire militaire, le MGFA¹, les travaux de Jürgen Förster, Jürgen Matthäus et Richard Breitmann ont exploré la formulation, la diffusion et la réception des postulats et des projets nazis dans les unités combattantes de la *Wehrmacht* et de la SS². Ils ont su montrer que les motivations idéologiques ont eu leur importance, d'autant plus que les idées nazies n'avaient, dans le contexte de l'Allemagne, de l'Europe et de l'Occident à l'époque, rien de bien exceptionnel. De récentes études de réception, fondées notamment sur les écoutes des prisonniers de guerre aux mains de la Grande-Bretagne et des États-Unis³, établissent que de telles idées firent partie du « cadre de référence » (*Referenzrahmen*)⁴ des acteurs.

L'élite nazie a elle aussi été de plus en plus envisagée sous le jour de la conviction idéologique. Michael Wildt a ainsi consacré une imposante thèse d'habilitation à l'élite du RSHA, une « génération de l'absolu⁵ » habitée par la détresse d'une Allemagne assiégée, diminuée et menacée par des périls de tous ordres, que ces hommes se donnèrent pour mission de sauver une fois pour toutes. Dans *Croire et détruire*⁶, Christian Ingrao, auteur d'une histoire sociale et intellectuelle précise et rigoureuse des cadres du SD⁷, souligne lui aussi que l'on a ici affaire à des intellectuels qui inscrivent leurs actions dans un univers de sens d'autant plus prégnant que ces hommes sont amenés, par les nécessités du service et de la gestion de ressources humaines au sein de la SS, à alterner les périodes d'affectation en bureau et sur le terrain. Au même moment, dans la biographie qu'il consacre

1. *Militär-geschichtliche Forschungsamt*.

2. MATTHÄUS *et al.*, 2003.

3. Cf. notamment RÖMER, 2012.

4. NEITZEL et WELZER, 2011.

5. WILDT, 2002.

6. INGRAO, 2010.

7. *Sicherheitsdienst* (service de sécurité), le service de renseignements de la SS.

à l'un de ces hommes, Werner Best, Ulrich Herbert brosse le portrait d'un « intellectuel d'action¹ », qui justifie, au moyen de quelques postulats et d'un raisonnement impeccable, ce qu'il fait et ce que le III^e Reich projette de réaliser².

Ces études, et leurs enseignements, ont constitué un argument suffisant pour conduire certains historiens à s'intéresser à la conception nazie des valeurs et du sens. C'est l'historienne américaine Cornelia Koonz qui a ouvert la voie en 2003. Son ouvrage au titre volontairement provocateur, *The Nazi Conscience*³, posait l'existence d'une moralité nazie, dotée de sa cohérence interne. Plus tard, Rafael Gross, qui avait d'abord consacré un livre à la relation de Carl Schmitt aux Juifs, a dirigé un ouvrage collectif, *Moralität des Bösen* (« la moralité du mal »)⁴, puis rassemblé dans un recueil divers articles consacrés à l'éthique national-socialiste⁵.

Cette attention à la logique et à la cohérence interne d'un discours nazi porteur de sens s'inscrit dans le sillage de travaux déjà plus anciens qui, dans les années 1980, avaient osé s'intéresser à ce que le nazisme pouvait avoir de séduisant pour les contemporains. La « fascination du nazisme » et sa « belle apparence »⁶ ayant été explorées, on pouvait désormais se pencher sur les réponses du nazisme aux questions que se posaient les contemporains. Car le nazisme, si curieux que cela puisse paraître aujourd'hui, ne fut pas qu'une esthétique, mais aussi une éthique offerte à des contemporains égarés.

L'époque qui a vu l'émergence du nazisme a été en effet travaillée en profondeur par la question des valeurs et des impératifs moraux. La fin de la Grande Guerre constitue une catastrophe qui réactive des traumatismes anciens : ceux de la guerre de Trente Ans, de 1806, de toutes ces fins du monde dont l'Allemagne, depuis la Réforme de Luther, est

1. L'expression a été forgée par Christian Ingrao.

2. HERBERT [1996], 2010.

3. KOONZ, 2003.

4. GROSS et KONITZER (dir.), 2009.

5. GROSS, Raphael, 2010.

6. REICHEL [1991], 1993.

coutumière. La fin de l'empire, mais aussi la quasi-guerre civile qui fait rage de 1918 à 1923, la fin de l'Allemagne comme grande puissance mondiale à Versailles en 1919, l'hyperinflation de 1922-1923 inspirent les prophètes d'apocalypse, les pessimistes culturels, mais aussi les artistes, qui voient et peignent la manière dont le chaos remplace le cosmos ordonné d'avant guerre. Les peintres comme Otto Dix ont, depuis l'expérience des tranchées, démembré les corps et putréfié les chairs ; les écrivains méditent des réquisitoires désabusés sur l'effondrement des valeurs ; les cinéastes, quant à eux, décrivent le triomphe du crime, du masque et du jeu. Fritz Lang met en scène, avec *Mabuse le joueur* (1922), une « image de son temps » : invisible, insaisissable, maître du travestissement et intelligence redoutable, le Dr Mabuse règne sur une société en voie d'effondrement où, du fait de la liquéfaction des valeurs fiduciaires et morales, n'existe plus aucun repère. La dévaluation généralisée des valeurs fait de l'Allemagne, à en lire un témoin contemporain, le théâtre de gigantesques « saturnales » :

Tous les peuples ont connu la guerre mondiale, la plupart d'entre eux ont connu la révolution, des crises sociales, des grèves, des revers de fortune, des dévaluations. Mais aucun n'a connu l'exagération délirante et grotesque de tous ces phénomènes à la fois telle qu'elle eut lieu en Allemagne en 1923. Aucun n'a connu ces gigantesques et carnavalesques danses macabres, ces saturnales extravagantes et sans fin où se dévaluaient toutes les valeurs, et pas seulement l'argent¹.

Cette situation se retrouve à la fin des années 1920, au moment où une crise économique et sociale frappe à nouveau l'Allemagne. Erich Kästner montre comment, pour combattre le crime, une communauté d'enfants se met en place pour se défendre elle-même : *Emil und die Detektive*, porté à l'écran en 1931, n'est qu'en apparence un roman et un film pour enfants. Il traite au fond de ce que Fritz Lang dépeint la même année dans *M. le Maudit* : une

1. HAFNER [2000], 2004, p. 83.

contre-société, celle de la pègre, prend de vitesse la police et l'État, impuissants, pour appréhender l'assassin d'enfants. *In fine*, le commissaire Lohmann triomphe, mais pour combien de temps encore ? La progression de la terreur et du crime est manifeste un an plus tard, dans *Le Testament du docteur Mabuse*.

La pègre, le milieu, la mafia : comme Bertolt Brecht dans *Arturo Ui*, Fritz Lang désigne le NSDAP en pleine expansion. Contre-société criminelle pour ses ennemis, le parti nazi est, pour ses membres, la seule communauté à poser et proposer des valeurs adaptées aux questions du temps. Jean Genet, dans son *Journal d'un voleur*, note que, de toutes les contrées qu'il a parcourues, l'Allemagne est le seul pays où il n'ose rien dérober, car le crime lui semble être la seule loi des lieux, et que tout le plaisir de la transgression s'en trouve gâché. Si les valeurs et les normes du nazisme pouvaient sembler criminelles à l'extérieur, elles offriraient, pour quiconque se mouvait dans leur espace, la cohérence rassurante d'un système clos, qui reposait sur quelques postulats particularistes et sur la déduction implacable de leurs conséquences.

Au moment où le NSDAP se constitue, en 1919, Max Weber, dans *La Vocation du savant*, constate que fait rage une « guerre des dieux » et que, depuis la Renaissance et l'ébranlement croissant des certitudes induit par la modernité, on sait de moins en moins à quel saint, à quelle chapelle ou à quelle école se vouer. À la guerre des dieux répond le « conflit des facultés » et ce n'est ni la raison, ni les religions, ni la Grande Guerre et ses effets, les empires défunts, que l'on peut interroger. Le NSDAP présente aux yeux de nombreux contemporains l'immense mérite d'offrir des repères clairs, tangibles et aisément compréhensibles.

Pour savoir quoi faire, comment agir et pour quelles raisons vivre, tout un corpus nazi de textes, de discours et d'images s'élabore qui enjoint à se tourner vers ce qu'il y a de plus concret, de plus intime, de plus tangible : dans un contexte où les idées se contredisent et se valent toutes, où les religions s'anathémisent entre elles, il reste comme

recours et comme référence le sang, la chair, la « race ». La substance biologique a en outre l'avantage de ne pas être strictement individuelle : elle est partagée par les membres d'une même famille, d'une même « communauté », d'une même « race » – membres vivants, morts et à venir. La préservation et le développement de cette substance offrent une fin claire et aisément compréhensible, constituent une communauté et donnent un sens à la vie de l'individu.

La vie de la race est donc le principe et la fin d'une normativité ouvertement particulariste et holistique : on doit agir pour la race germanique-nordique seule (ou pour le peuple allemand) et non pour l'humanité – qui est une dangereuse et dissolvante chimère ; on doit agir pour la communauté, et non pour son seul intérêt personnel. Ces principes simples permettent de répondre aux questions posées par la modernité. Wilhelm Frick, ministre de l'Intérieur à partir du 30 janvier 1933, juriste de formation et de profession, propose ainsi, à des biologistes et à des juristes qu'il a réunis pour parler de la législation eugéniste à venir, un saisissant résumé des évolutions néfastes d'un XIX^e siècle qui a provoqué un « bouleversement de la structure morale » du peuple allemand :

Regardons l'histoire de l'Allemagne et constatons que nous sommes passés d'un État agraire à un peuple industriel. Hardenberg a initié le développement de l'État industriel en Prusse, en 1807. Au moment où il a libéré le sol pour en faire une propriété privée, il a permis le développement du système économique libéral. La conséquence du développement de cette économie monétaire fut l'urbanisation et l'industrialisation de l'Allemagne. Le développement naturel de notre peuple, la famille paysanne et l'efficacité de la sélection vitale à la campagne ont ainsi pris fin ! Nos rapports juridiques, l'économie monétaire et la législation assurantielle ont bouleversé nos conceptions de la morale, des sexes, de la famille et des enfants. Ce fut le début de l'individualisme, de la lutte des classes, du marxisme et du communisme. La mécanisation du travail, l'asservissement économique, et l'économie marxiste ont achevé, après la guerre, ce processus de destruction qui a conduit notre peuple au bord du

gouffre. La décadence morale de notre peuple s'est ensuivie. L'esprit libéral a empoisonné son âme et tué tout sens de la famille et de l'enfant¹.

À ces évolutions il faut ajouter un amont, dont tout procède (celui de la Révolution française), et un aval (celui de la Grande Guerre et de ses conséquences). C'est bien à ces « cent cinquante ans d'erreurs », comme l'écrit Alfred Rosenberg, que les nazis prétendent s'affronter, voire à bien plus que ces cent cinquante ans, car beaucoup considèrent que le mal remonte à la réception d'un droit romain tardif (et enjuivé) durant le bas Moyen Âge, sinon à l'évangélisation de la Germanie, voire à l'hémorragie de sang germanique lors des guerres du Péloponnèse... L'errance morale et pratique du peuple germanique/allemand remonte à loin : déraciné, déstructuré, désolidarisé, il est sommé, depuis des centaines d'années – le phénomène, depuis 1789, s'accéléralant – d'obéir à des règles qui nuisent ouvertement à sa vie.

Le christianisme lui a ainsi imposé la monogamie et le soin obligatoire apporté aux faibles et aux malades ; les Lumières et la Révolution française lui ont inoculé le libéralisme et l'universalisme ; le droit et l'ordre international ont amené sa force et visent clairement à son extinction en tant que puissance politique, voire en tant que réalité biologique. Les normes qui structurent sa culture et régissent ses actes sont donc néfastes, hostiles à sa vie (*lebensfeindlich*). Sur le fondement de la seule réalité tangible qui soit (le sang), le corpus nazi propose de réévaluer les valeurs et de refonder une normativité aimable et douce à sa vie, une normativité (juridique, morale) qui cesse de l'entraver et de le tuer.

Dans la lignée des travaux déjà mentionnés, qui ont ouvert une voie décisive pour approcher et comprendre le déploiement de la violence criminelle nazie, nous avons donc souhaité poursuivre et approfondir l'enquête portant sur les normes, impératifs et devoirs constitutifs du discours nazi, enquête d'autant plus légitime que, dans les

1. FRICK [1933], 1998, p. 9.

situations limites, celles des crimes, la norme nous semblait intervenir pleinement. Dans la mesure où nous faisons de l'histoire, c'est-à-dire que nous considérons avoir affaire à des êtres humains, nous ne pouvions pas faire l'économie de ce constat : il est éprouvant et difficile de tuer – toutes les sources en témoignent. La formulation d'un discours de sens, voire d'un impératif, d'une maxime ou d'un devoir, facilite l'acte en en créant du moins les conditions de possibilité.

Nous avons, dans un premier temps, songé à étudier la morale nazie, dans une perspective très systémique et technique. Très rapidement, toutefois, les sources nous ont conduit dans une autre direction : leur contenu intellectuel éthique était, au fond, très pauvre. La morale nazie – car il en existe une – est holistique, particulariste, héroïque et sacrificielle, ce qui est intéressant, mais peu original.

Peu à peu, nous nous sommes orienté vers une étude globale de la normativité nazie. Ce projet impliquait de prendre en compte non seulement les sources dont le contenu et la visée étaient explicitement éthiques, mais aussi tous les autres types de discours normatifs, qui, quels qu'ils fussent, exposaient ce qui était *normal*, disaient ce qui était *souhaitable* et formulaient ce qui était *impératif* – tous discours, en somme, qui, pour toute occasion, indiquaient ou ordonnaient quoi faire, comment et pourquoi. Le champ en est vaste, profus, diffus.

Nous avons eu recours à des sources imprimées, à des textes, des images, des films, qu'ils soient de fiction ou à prétention documentaire ou informationnelle. Les textes que nous avons lus appartiennent aux œuvres de référence de l'idéologie nazie, mais aussi à la littérature pédagogique, de l'école comme du NSDAP, à la presse quotidienne, à la littérature scientifique, dans des domaines aussi divers que le droit – du droit fiscal au droit administratif, du droit foncier au droit pénal –, la théorie du droit, la biologie, la philosophie, l'histoire, la raciologie...

Le corpus de nos sources est donc colossal : mille deux cents titres d'ouvrages et d'articles, une cinquantaine de

films pour l'essentiel. L'abondance du corpus montre d'emblée que les auteurs avaient manifestement des choses à dire, et qu'ils ressentaient le besoin de les dire. Nous avons constaté, dans un précédent travail, que la référence à l'Antiquité grecque et romaine servait aussi à légitimer, aux yeux des acteurs eux-mêmes, ce qui n'allait pas de soi dans un univers culturel constitué par les principes judéo-chrétiens et kantien. Voir des maîtres de l'eugénisme en appeler au haut patronage de Sénèque et de Platon invitait à poursuivre l'enquête.

On retrouve, parmi les auteurs ou les producteurs de ces sources, le premier cercle des dirigeants nazis : Hitler, dans ses propos privés, ses écrits et ses discours, ne se contente pas d'ordonner – il argumente et disserte abondamment sur les évolutions néfastes de la culture normative allemande ; Goebbels, dans ses discours, ses écrits et son *Journal* ; Himmler, à la fois chef, père et instituteur principal de la SS, qui multiplie les leçons d'idéologie et de morale ; Rosenberg qui, dans ses écrits, déploie une *Kulturkritik* prolixe et plus argumentée qu'on ne le dit.

On rencontre également de nombreux universitaires, issus des disciplines les plus diverses : les juristes sont très présents, certes, mais aussi les médecins, les spécialistes d'anthropologie raciale (*Rassenkunde*), les historiens, voire les géographes et les paysagistes. Certains écrivent même volontiers en dehors de leur champ de spécialité : le médecin eugéniste Fritz Lenz disserte sur la morale « gentiliste » nécessaire pour notre temps, tandis que l'historien Theodor Schieder donne avec bonne grâce ses conseils pour une occupation durable de la Pologne. Passés par l'Université, généralement ennoblis par le doctorat, bien d'autres auteurs de notre corpus sont des hauts fonctionnaires, une élite intellectuelle et pratique qui sert puissamment les projets politiques nazis, et qui les fonde et les légitime en mobilisant le droit, la biologie et l'histoire. Werner Best, docteur en droit et haut responsable du SD, en est sans doute l'archétype, qui ne se contente pas de faire, mais qui, toujours, explique, dans de nombreux articles, pourquoi et comment il agit.

Une quatrième cohorte d'auteurs est constituée par les publicistes et idéologues qui vulgarisent et transmettent, dans des articles de presse, dans des brochures, dans des livres ou dans des cours de formation idéologique, la norme et ses fondements. On y trouve des journalistes, des enseignants, des essayistes qui, de leur position au sein du parti, ou grâce à leur accès à un éditeur ou aux médias, expliquent comment bien agir.

Quand ils n'ont pas déjà leur propre biographie ou, du moins, une entrée dans les nombreux dictionnaires qui identifient les acteurs du III^e Reich, ces auteurs ont déjà fait l'objet d'études d'histoire sociale : les groupes auxquels ils appartiennent (*Akademiker*, hauts fonctionnaires, universitaires, journalistes...) sont traités dans quantité de travaux qui en retracent les parcours et en cartographient les réseaux. Il restait à lire leur production intellectuelle, et à la lire vraiment.

Nous avons tenté de repérer, revue par revue, titre de presse par titre de presse, éditeur par éditeur – en nous aidant, également, des bibliographies que contenait chacun de ces textes –, tout ce qui avait été écrit sur la nécessaire refondation normative dans la nouvelle Allemagne. De proche en proche, et en nous familiarisant avec les matières et les raisonnements, nous avons élargi le spectre de nos intérêts, et les thèmes se sont multipliés : de la protection des animaux en Inde ancienne au naturisme, en passant par l'évangélisation du Groenland, la chasse aux sorcières et les lois de Nuremberg, jusqu'au droit du travail – rudimentaire – applicable aux Polonais ou – plus elliptique encore – aux prisonniers soviétiques sur le territoire du Reich, nous avons parcouru les temps et les thèmes en suivant la grande relecture qu'en opérait la production nazie.

On pourrait douter, face à une telle hétérogénéité, d'être encore en présence d'un corpus. Tous ces manuels, traités, pamphlets, articles de doctrine, brochures, films, etc., répondent cependant peu ou prou à une question tacite ou explicite commune : comment agir pour éviter que l'Allemagne ne meure ? Quelles normes suivre pour que la vie

allemande croisse et multiplie, et pour que la race germanique se projette dans un avenir sûr, lointain, voire infini ?

En outre, des thèmes communs ont, au fil des lectures et dépouillements, surgi : la détresse politique et biologique de l'Allemagne ; la nécessité d'y répondre par des actes qui ne seraient plus entravés par des prescriptions qui contribuaient à cette détresse ; le primat du groupe sur l'individu et l'indiscutable excellence d'une race germanique qui a donné naissance à toute culture. Il s'agit là de dénominateurs communs qui, malgré la diversité des auteurs et l'hétérogénéité des supports, permettent d'accéder au noyau dur de la *Weltanschauung* nazie, à ce qui en fonde le cœur, à ce qui, malgré les contestations et les débats internes, fait l'accord de tous et serre les rangs face à l'ennemi, à l'histoire et à cette mort qui guette le *Volk* si rien n'est fait.

Ce qui est généralement considéré comme une phraséologie ronflante et sans intérêt s'est donc révélé, au contraire, digne d'examen : l'examen de ce discours permet de reconstituer une « vision du monde », et d'assigner aux actes nazis la place qui leur revient dans un dessein gigantesque, nourri par la critique du passé et orienté vers des projets d'avenir précis. Loin de nous l'idée que les images et les textes de notre corpus ont été le moteur des actes commis entre 1933 et 1945 en Allemagne, ou entre 1939 et 1945 en Europe. Le lien entre le discours et les pratiques n'est pas mécanique, et nous savons que les fantassins sur le front de l'Est ne portaient pas les théoriciens de la *Rassenhygiene* en bandoulière. Nous savons, par contre, qu'ils étaient familiers des idées produites par les juristes, les planificateurs, les biologistes et les historiens nazis au moyen de la presse écrite et filmée, par le truchement des ordres du jour et des cours de formation idéologique, ainsi que par quantité de brochures, de livrets et de tracts *ad usum militis*. Si tout le monde n'était pas fin connaisseur des œuvres complètes de Richard Darré, il existait de nombreux canaux qui, par capillarité, diffusaient des idées. Celles-ci, par ailleurs, n'étaient pas toujours inédites ou originales et pouvaient pénétrer d'autant plus aisément l'espace social qu'elles s'y trouvaient déjà.

Notre corpus de textes et d'images nous intéresse ainsi en tant que symptôme, matrice et projet. Symptôme d'un temps et d'un lieu, celui de l'Occident du premier XX^e siècle et plus précisément de l'Allemagne des années 1920 à 1940. Matrice d'idées qui étaient promues, répétées et développées et dont les études de réception montrent qu'elles étaient reçues par des acteurs à qui elles permettaient de donner sens et forme aux expériences qu'ils vivaient, aux crimes qu'ils commettaient, voire aux traumatismes qu'ils subissaient. Ce corpus est, enfin, porteur d'un projet de très long terme – les « mille ans » revendiqués par le Reich étant tout autre chose qu'un slogan : le projet d'une révolution culturelle, d'une subversion de l'univers normatif, pour les siècles à venir. Les hiérarques et idéologues nazis savaient trop bien que le peuple allemand, tout entiché de judéo-christianisme, de kantisme scolaire et de libéralisme, n'accomplirait cette révolution qu'en quelques générations. Tout ce que nous avons lu et vu est écrit, pensé et filmé pour accompagner les générations présentes dans l'accomplissement d'un rude devoir mais, surtout, pour acculturer les générations à venir et les libérer d'une gangue normative néfaste. La révolution culturelle et normative est une tâche de longue haleine. Les auteurs de notre corpus y travaillent vaillamment en proposant une *Kulturkritik* très approfondie, qui consiste à évaluer la normativité héritée à l'aune de la seule norme qui vaille – la vie de la race. Une fois les valeurs héritées évaluées et dévaluées, une fois les traditions du (judéo-)christianisme, des Lumières et de l'ordre international dominant répudiées, il est possible, après s'être opposé, de poser et de proposer au moyen d'un discours qui, bien loin d'être une logorrhée, se révèle être un *logos* argumenté et cohérent.

Nous avons pu identifier trois impératifs catégoriques fondateurs du projet nazi, trois types d'actes qui doivent permettre d'assurer à l'Allemagne une vie éternelle.

Le premier impératif est celui de la procréation : la race germanique doit être fertile et produire des enfants en quantité, pour faire face à l'ennemi slave notamment ; elle doit aussi être attentive à la qualité de la substance biologique

ainsi produite, qui doit exclure tout élément allogène ou dégénéré. Tout ce qui régit la procréation a partie liée à l'origine, non seulement de chaque enfant, mais aussi de la race elle-même, et des normes qui régissent la vie de la race : à quoi ressemblaient l'enfance de la race et la loi originelle ? Comment et pour quelles raisons la race germanique a-t-elle été dénaturée ? Comment peut-elle être rendue à son authenticité ? Ces questions sont abondamment traitées dans notre corpus, et la première partie de cette étude tente d'en rendre compte.

Après le temps de l'origine, vient celui de l'Histoire. La loi (naturelle) qui régit l'Histoire étant celle du conflit, de la guerre raciale permanente, toute vie est bel et bien combat. Or des normes hostiles à la vie ont entravé la race germanique dans la conduite de sa guerre, ce qui menace sa survie même. Pour faire face à l'incoercible nécessité naturelle – celle de la sélection et d'une lutte à mort entre principes raciaux –, il convient de se battre en respectant non les lois des hommes ou des faux dieux, mais celles qui sont dictées par le sang.

Une guerre victorieuse permettra, si elle est menée à son terme, de sortir de « six mille ans de guerre raciale¹ » et de quitter le temps de l'Histoire pour habiter celui du règne, de l'eschatologie : par son combat, la race germanique se sera ouvert les vastes espaces de l'Est et du temps, d'un temps infini, celui du millénium et de la promesse eschatologique. Cet espace aussi sera ordonné et réglé par des normes nouvelles, qui permettront la perpétuation d'une domination pour les siècles des siècles.

1. « 6.000 Jahre Rassenkampf », 1942.